

Forum Fribourg sauve sa peau

Le Grand Conseil a dopé les mesures prévues par le Conseil d'Etat pour remettre l'économie fribourgeoise sur les rails. Culture, sport et restauration sortent gagnants



Hier au Grand Conseil, les députés Nadine Gobet et Daniel Bürdel (au centre de la photo) ont fait passer leur proposition d'augmenter l'aide à la restauration.

MAGALIE GOUMAZ

Covid-19 Fribourg sera plus généreux que prévu. Hier, les députés ont gonflé le plan de relance à 50 millions concocté par le Conseil d'Etat pour soutenir l'économie touchée de plein fouet par la crise sanitaire. En session à Forum Fribourg, ils ont

renforcé les mesures pour un montant de 13,3 millions de francs, notamment en faveur de la culture, du sport et de la restauration.

Si vous vouliez doper la production de baquets à crème en terre fribourgeoise, il fallait trouver un député pour déposer un amendement au plan de relance soumis par le Conseil d'Etat. Avec un peu de chance, une majorité du Grand Conseil l'aurait soutenu au nom de la symétrie de traitement entre les secteurs. C'est un peu ce qui est arrivé hier. Et c'était à prévoir.

Vingt-cinq mesures

Lors de la présentation des mesures en septembre dernier par le Conseil d'Etat, les réactions ont été vives. Les partis ont notamment déploré le manque d'ambition et de vision du Conseil d'Etat, qui présentait 25 mesures s'inscrivant essentiellement dans des stratégies existantes dans les domaines suivants: la construction, la mobilité et l'énergie, la compétitivité des entreprises, la formation, la consommation, l'agriculture, la culture et le sport.

Hier encore, le rapporteur et président de la Commission des finances et de gestion, Claude Brodard (plr, Le Mouret), ne l'a pas caché en résumant l'état d'esprit des trois séances préparatoires. «Ce plan de relance ne plaît à personne, il n'est pas parfait, mais il trouve une majorité car c'est un consensus.»

Un consensus qui a cependant rapidement cédé le pas à la même effervescence qui précède Noël. Laurent Dietrich (pdc, Fribourg) a dégainé en premier pour demander que l'aide à la culture passe à 4,4 millions alors que le Conseil d'Etat avait inscrit 1,5 million au budget. La Commission des finances et de gestion suggérait déjà de porter ce montant à 3 millions. Mais le démocrate-chrétien avait un argument de taille: la Confédération a aussi prévu une enveloppe pour la culture, d'une somme équivalente à celle accordée par les cantons. Et Fribourg pourrait décrocher jusqu'à 4,4 millions de francs de cette aide fédérale. Qu'à cela ne tienne. Le Grand Conseil a balayé les quelques réticences émises par la droite et soutenu l'amendement par 57 voix contre 42 et 1 abstention. Il a rejeté une proposition de Stéphane Peiry (udc, Fribourg) demandant de diviser la somme par deux entre la culture professionnelle et amateur.

Au nom de la symétrie de traitement, Gabrielle Bourguet (pdc, Granges) a obtenu une somme équivalente pour favoriser la reprise des activités sportives. Puis, c'est Nadine Gobet (plr, Bulle) et Daniel Bürdel (pdc, Planfayon) qui ont volé au secours de la restauration et de la gastronomie. «Bars, discothèques, restaurants sont des lieux de vie. Nous demandons une enveloppe pour un secteur d'activité à la peine, qui mérite une égalité de traitement avec les milieux de la culture et des sports», estime Nadine Gobet.

«J'étais déjà sceptique à la lecture du plan de relance, relève Nicolas Kolly (udc, Essert). Et maintenant, c'est l'arrosage généralisé. Chacun vient faire ses emplettes en fonction de ses intérêts. Reste que si on donne autant à la culture professionnelle, alors soutenons aussi les restaurateurs», estime-t-il.

Quelques doutes

D'autres députés ont émis des doutes. Armand Jaquier (ps, Romont) ne l'a pas caché. «Je suis interrogatif, lance-t-il. Nous devons adopter des mesures pour dynamiser l'économie et créer des emplois. Mais là, je ne vois pas comment on va

améliorer la relance». L'augmentation de l'aide pour la restauration a néanmoins été acceptée par 56 voix contre 30 et 9 abstentions. Au lieu d'un million prévu initialement, l'Etat devra ainsi injecter 6 millions dans le tourisme et le commerce local, Et trois millions seront réservés à la restauration.

Le Grand Conseil a également porté à 500 000 francs au lieu de 200 000 la prime pour l'utilisation du bois local, suivant une proposition de Bertrand Gaillard (pdc, La Roche). Il a aussi augmenté le montant des bons kariyon destinés aux bénéficiaires des subventions pour les primes de l'assurance-maladie. Ces bons auront une valeur de 150 francs au lieu de 100 pour les adultes et de 100 au lieu de 80 pour les enfants.

Au terme de l'exercice, le plan de relance a été accepté à l'unanimité. Ce qui reste une bonne nouvelle, compte tenu du scepticisme exprimé hier, notamment par la gauche. Au nom du groupe socialiste, Elias Moussa (Fribourg) s'est par exemple demandé si ce plan de relance n'était par un «plan d'annonce des prochaines mesures structurelles et d'économies». Car la fortune de l'Etat est en train de fondre. A la fin du débat, le conseiller d'Etat Georges Godel, chargé des finances, ne cachait d'ailleurs pas son désarroi. Pour lui, ce qui s'est passé est «irresponsable». Car il avertit: la crise sanitaire n'est de loin pas terminée. D'autres mesures devront probablement encore être prises.

Forum Fribourg et Espace Gruyère recevront chacun 500 000 francs pour relancer les réservations et l'organisation d'événements. Mais il s'en est fallu de peu pour le centre d'exposition érigé à Granges-Paccot, en proie à des difficultés structurelles depuis de longues années. Nicolas Galley (udc, Ecuwillens) proposait de tirer la prise. «Où cet argent va-t-il aller? Vouloir relancer les activités dans un centre qui est mort sous sa forme actuelle, c'est jeter de l'argent par les fenêtres. Quand l'électrocardiogramme est plat, on tire la prise», estime-t-il. Un avis partagé notamment par Rudolf Vonlanthen (plr, Chevrières), par ailleurs ancien président de la défunte Foire de Fribourg, qui se tenait à Forum Fribourg.

Le conseiller d'Etat Olivier Curty le reconnaît: «Cela fait plusieurs années qu'il n'y a plus d'entente sur l'orientation de Forum Fribourg.» Et il assume le fait que les 500 000 francs serviront surtout à éviter la faillite et à payer des salaires. Cependant, sa direction est en train de mener une enquête auprès de tous les acteurs afin d'élaborer un nouveau concept viable économiquement.

Les députés se sont ainsi résignés à soutenir Forum Fribourg et ont rejeté l'amendement de Nicolas Galley par 56 voix contre 23 et 11 abstentions. Mais ils ont fait comprendre au conseiller d'Etat que ce soutien était accordé «pour la dernière des dernières des dernières fois», dicit David Bonny (ps, Prez). MAG